



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
BP 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 17/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOCACIL (ex ECOMIX)

122 route de Mulhouse
68540 Feldkirch

Références : 0006702338_2025_06_13_Locacil_ViSech
Code AIOT : 0006702338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement LOCACIL (ex ECOMIX) implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 11/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier les actions correctives mises en oeuvre à la suite des diverses suites administratives engagées à l'encontre de l'exploitant en 2024 et en 2025.

Référentiel réglementaire :

- Arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LOCACIL située 122 route de Mulhouse à Feldkirch, de la réalisation d'un diagnostic environnemental ;
- Arrêté du 10 janvier 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch ;
- Arrêté du 10 janvier 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL à Feldkirch et

mesures d'urgence pour prévenir la dispersion de déchets plastiques dans un ouvrage de prélèvement des eaux souterraines ;

- Arrêté du 4 février 2025 portant suspension de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets de la société LOCACIL ;
- Arrêté du 02 avril 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOCACIL (ex ECOMIX)
- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorise des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Echéancier d'évacuation des déchets	AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 2	Mesures conservatoires	
2	Diagnostic de l'incidence de l'exploitation sur l'environnement	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 7	Consignation	
3	Réseau de surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 10	Consignation	
4	Schéma des réseaux	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 12	Consignation	
5	Récupération des broyats plastiques dans le milieu aquatique	AP de Mise en Demeure du 02/04/2025, article 2	Amende	
6	Protection du puits	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 2	Demande d'action corrective	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant ne s'est pas conformé aux mises en demeure du 10 janvier 2025 et

du 02 avril 2025.

Dans ces conditions, il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation des travaux de mise en conformité (diagnostic environnemental, surveillance des eaux souterraines, plan des réseaux) ou d'imposer une amende administrative (récupération des déchets disséminés dans le milieu aquatique).

En outre, concernant les mesures conservatoires, il a été constaté qu'à ce stade l'évacuation des déchets n'a pas été engagée et que l'exploitant n'a pas engagé de démarches pour régulariser sa situation administrative. De plus, l'exploitant n'a pas communiqué d'échéancier relatif à l'évacuation des déchets.

Dans ces conditions, il est proposé renforcer les mesures conservatoires en prescrivant à l'exploitant un échéancier d'évacuation des déchets présents dans l'installation depuis plus de trois ans.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Échéancier d'évacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Échéancier d'évacuation des déchets
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant assure, dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté, l'évacuation d'une quantité de déchets équivalente à la quantité de déchets présente dans l'installation depuis plus de trois ans (délai compté en temps réel). 2. L'exploitant communique à l'Inspection des installations classées, dans les délais précisés ci-dessous, courant à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de quinze jours : les justificatifs de ses démarches de recherche de filière d'évacuation des déchets stockés depuis plus de trois ans,• dans un délai d'un mois :<ul style="list-style-type: none">◦ un échéancier d'évacuation d'une quantité équivalente à la quantité de déchets stockés dans l'installation depuis plus de trois ans au sein de ces installations,◦ les exutoires retenus pour évacuer ces déchets [...]
Constats : L'échéancier d'évacuation des déchets prescrit à l'article 2.2 n'a pas été communiqué à l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. En outre, il a été constaté que l'évacuation des déchets n'a pas été engagée à ce stade. Dans ces conditions, la prescription n'est pas respectée. Considérant l'absence de transmission d'un échéancier d'évacuation des déchets, il est proposé de prescrire à l'exploitant une nouvelle mesure conservatoire à savoir un échéancier d'évacuation des déchets stockés depuis plus de trois ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires

N° 2 : Diagnostic de l'incidence de l'exploitation sur l'environnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic de l'incidence de l'exploitation sur l'environnement
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé : <i>« Sans préjudice des dispositions des articles 4 et suivants du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à un diagnostic de l'incidence de son exploitation dans l'environnement de ses installations, ainsi que dans les cours d'eau et étangs situés à l'aval de son point de rejet des eaux pluviales selon une méthodologie qu'il détermine et formalise. La méthodologie mise en œuvre s'appuie sur les référentiels reconnus en vigueur.</i> <i>Elle comprend a minima :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>le recensement de l'ensemble des matières / substances susceptibles d'être rejetées dans l'environnement par ses installations et les voies de dispersion pertinentes dans chaque cas,</i>• <i>l'identification des zones de dépôt potentielles sur la base d'une analyse des risques.</i> <i>La méthodologie, les éléments issus des points précités et les résultats sont précisés dans un rapport. Ce rapport est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.</i> <i>Les éléments issus de ce diagnostic doivent mener l'exploitant (le cas échéant) à renforcer le programme de surveillance tel que défini dans les articles 4 et suivants du présent arrêté.</i> <i>Le cas échéant, des nettoyages complémentaires des broyats plastiques sont réalisés si des zones pertinentes sont identifiées dans le diagnostic »</i>
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 03 décembre 2024, il avait été constaté que le diagnostic attendu n'avait pas été réalisé. Il a été à nouveau constaté que le diagnostic prévu n'a pas été réalisé et qu'aucune démarche n'a été engagée en ce sens. L'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 3 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 8 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

<p>« [...] <i>Le réseau de surveillance est justifié sur la base d'éléments hydrogéologiques. Les justifications sont communiquées à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.</i></p> <p><i>Le cas échéant, les ouvrages supplémentaires nécessaires sont réalisés dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</i></p> <p><i>La création de tout nouveau piézomètre, fait l'objet d'une information préalable du préfet avec tous les éléments d'appréciation »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 13 août 2024 que l'exploitant n'avait pas communiqué à l'Inspection les justifications associées au réseau de surveillance mis en œuvre, mais qu'en tout état de cause, le nombre d'ouvrages de surveillance suivis et leur positionnement était inadapté (absence de piézomètres à l'aval des principaux stocks de déchets).</p> <p>Dans le cadre du contrôle du 03 décembre 2024, l'exploitant a présenté un devis comprenant la réalisation d'une étude hydrogéologique, ainsi que l'installation de trois ouvrages de surveillance. Le document présenté indique que « <i>la pose de 3 piézomètres entre 10 et 12 m semble être nécessaire suite aux remontées terrain de [XXX] sur l'état des puits existants utilisés dans le cadre du suivi "eaux souterraines" ».</i></p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas des justifications attendues pour la mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines et que les ouvrages nécessaires n'ont pas été aménagés.</p> <p>L'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Consignation</p>

N° 4 : Schéma des réseaux

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :</p> <p>« [...] <i>Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 03 décembre 2024, l'exploitant avait indiqué qu'il ne</p>

disposait pas de ce plan et que l'intervention d'une société spécialisée serait nécessaire pour l'établir.
Il a été constaté que le schéma des réseaux n'a pas été établi.
L'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 5 : Récupération des broyats plastiques dans le milieu aquatique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/04/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Récupération des broyats plastiques dans le milieu aquatique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :</p> <p>« L'exploitant assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le ruisseau, à l'aval de ses installations, et dans les deux étangs situés à l'est de ses installations le long de la RD430 : <ul style="list-style-type: none"> • la mise en œuvre, sans délai, de mesures adaptées afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes ; • la récupération des broyats plastiques, dans la mesure du possible ; <p>Ces interventions sont réalisées sous réserve de l'accord des propriétaires et selon des protocoles validés avec eux.</p> <p>[...]</p> <p>Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 26 février 2025 que l'exploitant n'avait pas avancé sur les démarches nécessaires à la réalisation des interventions (seules des prises d'information avaient été réalisées auprès de la DDT et de la CEA).</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant n'a pas engagé de démarches visant à récupérer les broyats plastiques disséminés dans le milieu aquatique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 6 : Protection du puits

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure (portant mesures d'urgence) du 10/01/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du puits

Prescription contrôlée :

Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 18.4 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : « [...] *L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.* [...] »

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 que le puits n'était pas fermé et que des déchets étaient entreposés contre le puits et partiellement sur le puits.

Il était également précisé dans le rapport du 10 décembre 2024 que *"il appartient à l'exploitant de mettre en place un dispositif de protection interdisant tout risque de déversement de substances polluantes dans l'ouvrage. Celui-ci devra être verrouillé.*

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le dispositif avant le déplacement des déchets présents à proximité de l'ouvrage".

Au cours du contrôle du 26 février 2025, il avait été constaté que l'exploitant avait posé un big bag sur l'ouvrage. Ce dispositif était susceptible de s'envoler en cas de vent et il n'était pas verrouillable. Il n'était pas conforme à l'état de l'art.

Dans ces conditions, l'arrêté du 22 avril 2025 a imposé la consignation de la somme de 2000 €.

Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant a mis en place un dispositif à base de contreplaqué (voir photo en annexe). Toutefois, celui-ci n'est pas complètement étanche et le matériau mis en œuvre est susceptible de se dégrader dans le temps. En l'état, il est proposé de maintenir la consignation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre un dispositif conforme à l'état de l'art.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 jours

ANNEXE

Photographie du puits

